



A Blanquefort, l'intersyndicale de First (ex Ford) s'inquiète et déclenche le droit d'alerte

Réuni vendredi 15 janvier, le Comité d'Entreprise (CE) extraordinaire de First Aquitaine Industries (FAI) a déclenché une procédure d'alerte, afin d'obtenir des réponses de la direction sur l'avenir du site. En 2009, cette usine, qui produit des boîtes de vitesses, a été cédée par Ford au groupe allemand HZ Holding. Le repreneur avait promis de diversifier l'activité du site pour maintenir les 1 500 emplois, mais l'absence de réelles perspectives inquiète les salariés. L'objectif de l'intersyndicale est d'obtenir un audit sur le montage juridique et financier de la reprise de Ford Aquitaine Industries.

Cela avait été annoncé. L'usine de Blanquefort cessera de produire des transmissions automatiques pour le groupe Ford en 2011. Pour assurer la pérennité du site, le repreneur allemand HZ Holding avait engagé un nouveau plan stratégique de développement prévoyant, notamment, la vente de boîtes de transmission à des marques chinoises et une diversification dans la fabrication de grandes couronnes d'éoliennes, un investissement de 80 millions d'euros. Mais, à ce jour, aucun de ces projets n'a abouti, malgré la poursuite des négociations avec les entrepreneurs chinois. Pire : aucun accord de financement bancaire n'a été trouvé concernant le projet de fabrication d'éoliennes, alors que les banques sont censées prêter 50 millions d'euros. "Il n'y a rien de clair sur les projets pour continuer la production pour des Chinois à la place de Ford sur la fabrication de couronnes d'éoliennes. Tout est flou on ne sait rien des projets", déplore Philippe Poutou, délégué CGT, qui craint aussi "une externalisation de certaines fonctions comme la logistique, le gardiennage ou les pompiers". Révélant l'inquiétude des salariés, le droit d'alerte a été voté à l'unanimité du comité d'entreprise. "Pour la première fois, le syndicat des cadres a voté comme nous, ce qui prouve que le mécontentement touche aussi une bonne partie de l'encadrement", souligne Philippe Poutou.

La CUB et la Région envisagent de mettre en place un comité de suivi

Dans un communiqué, la région Aquitaine et la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB) ont indiqué que "les perspectives de développement du marché de l'éolien semblent confirmées tout en soulignant que les autres développements envisagés (marché chinois pour les transmissions, pièces détachées et composants de transmission) s'avèrent plus longs, du fait notamment des surcapacités actuelles du marché de l'automobile". Les deux collectivités ont annoncé qu'elles vont mettre en place "dans les meilleurs délais" un "comité de suivi local intégrant les représentants des salariés, les collectivités, l'État et FAI".

Nicolas César